

L'ORGANE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS DE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

Peter-Tobias STOLL

Le mécanisme de règlement des différends de l'OMC¹ est un bon sujet pour étudier la question de l'indépendance et de l'impartialité des juges internationaux. Ce système est souvent considéré comme un des systèmes les plus efficaces dans l'ordre juridique international. Il contient beaucoup d'éléments remarquables, par exemple un système pour la surveillance de la mise en œuvre de ses décisions et un mécanisme de sanction. Mais il faut se rendre compte des aspects particuliers. Cela commence par le fait que l'on ne parle ni d'une cour ni de juges, mais d'un « mécanisme de règlement des différends »².

Cette nomenclature n'est pas un accident. Elle signifie, que le système de l'OMC est sur une voie de développement vers un système basé sur les règles et que le droit n'est pas encore arrivé à un état qui prévoit l'établissement d'une vraie cour³.

Comme je vais le démontrer, cela vaut aussi pour l'indépendance et l'impartialité des fonctionnaires de ce mécanisme, lequel n'est pas encore arrivé non plus tout à fait à un état comparable avec les cours internationales⁴.

¹ Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (MARD), LT/UR/A/2 du 15 avril 1994 ; E. Canal-Forgues, *Le règlement des différends à l'OMC*, Bruxelles, Bruyant, 2004 ; H. RUIZ FABRI, « L'appel dans le règlement des différends de l'OMC : trois ans après, quinze rapports plus tard », *Revue Générale de Droit International Public* (RGDIP), 1999, p. 47 – 28 ; M. Perrin de Brichambaut, « L'Organe de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce », *Leçons de droit international public*, Paris, Dalloz, 2002, pp. 481-497 ; H. Ruiz Fabri, « Organisation mondiale du commerce : panorama du règlement des différends », *Juris-Classeur*, Fasc. 130-15 ; F. Roessler, « Evolution du système des différends du GATT/de l'OMC », in *SFDI, La réorganisation mondiale des échanges (problèmes juridiques)*, Paris, A. Pedone, 1996, pp. 309-317 ; V. Page, « Cinq ans après sa mise en place : la nécessaire réforme du mécanisme de règlement des différends de l'OMC », *RGDIP*, 2002, pp. 615-658.

² En ce sens, T. Broude, « Judges Shalt Thou Make Thee in All Thy Gates : Reforming Judicial Office in the WTO Dispute Settlement System », University of Toronto Faculty of Law, *Law and Economics Research Paper* N° 02-06, [https://ssrn.com/abstract_id=365041], également publié in *Free University of Amsterdam Journal of International and Comparative Law (The Griffin's View)*, 2005, p. 41 : « The fiction that the WTO dispute settlement system is less than judicial is perpetuated by harmless semantics [...] ».

³ V. en général : H. Ruiz Fabri, « Le juge de l'OMC : ombres et lumières d'une figure judiciaire singulière », *RGDIP*, 2006, pp. 39-84.

⁴ En ce sens, T. Broude, *op. cit.*, p. 31 : « Thus, insofar as these issues affect judicial independence, efficiency and legitimacy, the WTO dispute settlement system is in a weaker position than the ICJ and ECJ ».